

Blanquer désavoué par le principal syndicat du primaire

ÉDUCATION

Le SNUipp-FSU du primaire a lancé « un avertissement » au ministre.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

C'est un sujet qui risque d'agacer un peu plus encore les syndicats d'enseignants. Le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a laissé entendre lundi que les mesures de compensation de pouvoir d'achat liées à la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée), promises par le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, pourraient ne pas s'appliquer aux enseignants. « *Je n'ai pas dit que j'allais compenser, non* », a indiqué Jean-Michel Blanquer sur RMC-BFM TV, laissant entendre que la compensation du pouvoir d'achat n'en serait pas vraiment une et pourrait consister en la réalisation d'heures supplémentaires. Son entourage n'a pas souhaité lever le flou.

A une semaine de la rentrée, la tâche de Jean-Michel Blanquer se

complique au fur et à mesure que les relations se tendent avec les syndicats d'enseignants. En pleine négociation budgétaire, le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, critique vertement les directions prises par Jean-Michel Blanquer.

« *Les politiques à l'œuvre et celles que l'on pressent ne répondent pas tout à fait à l'objectif de lutte contre les inégalités* », regrette la secrétaire générale du syndicat, Francette Popineau, qui déplore des « ruptures », comme sur « les cycles » que le ministre est « *en train de casser en mettant la focale sur le CP* », alors que le ministre avait promis « *une continuité* ». Le syndicat réclame une hausse du budget, se dit favorable à

« Le ministre dit qu'il est du côté des enseignants. Les actes, malheureusement, le trahissent. »

FRANCETTE POPINEAU
Secrétaire générale du syndicat d'enseignants SNUipp-FSU

des effectifs réduits dans les classes, mais accuse Jean-Michel Blanquer, pour dédoubler les classes de CP, d'utiliser l'argent prévu à d'autres fins par le précédent gouvernement : « *C'est un détournement de fonds* », accuse Francette Popineau estimant que cela va se faire au détriment du remplacement, de la scolarisation des enfants de moins de trois ans ou de l'augmentation des maîtres supplémentaires, dont beaucoup ont été redéployés pour alimenter des CP à 12 élèves. S'ajoute à cela la diminution des contrats aidés, qui pourrait contraindre certaines communes à reporter la rentrée. Notamment dans le Gard, à Domessargues, Mauressargues, Moulézan et Montagnac ; et à Valorbiquet dans le Calvados.

Ce qui « agace » aussi, c'est la forme : la polémique sur la méthode globale, le « *parti pris pour les neurosciences* » et une approche des savoirs fondamentaux « *comme si nous avions oublié le "lire, écrire, compter et respecter autrui"* ». Le SNUipp-FSU a lancé « *un avertissement* » au ministre. Le SE-Unsa demande, de son côté, « *des preuves de confiance* ». Les difficultés commencent pour Jean-Michel Blanquer. ■